

Education

Parents et élus mobilisés contre une fermeture de classe

Ce mardi matin 1er février, il y avait du mouvement à l'école d'Urbès. Une cinquantaine de parents d'élèves et de sympathisants se sont réunis dans la cour afin de manifester contre la suppression annoncée d'un poste d'enseignant. La menace planait en 2021, la sanction tombe pour la rentrée 2022...

Les parents d'élèves du [RPI Mollau-Storckensohn-Urbès](#) ont réussi leur coup. Plus de 50 personnes ont répondu positivement à leur appel à la mobilisation dans la cour de l'école de Urbès ce mardi matin. La cause de ce mouvement : la suppression d'un poste d'enseignant à la rentrée 2022. Certains élus étaient aussi présents, dont les maires des trois communes concernées.

Pour contester la suppression, Christelle Thuillier, Lætitia Munsch, Pauline Thomas et Nathalie Walter, représentantes des parents d'élèves du RPI, ont adressé un courrier à Nicolas Feld-Grooten, inspecteur d'académie. Elles ont apprécié la mobilisation du jour, voyant parents d'élèves et habitants des villages se mêler. « Nous sommes contentes de voir autant de monde. S'imaginer à 30 élèves sur quatre niveaux, avec une institutrice qui est aussi directrice... On sacrifie les enfants. On nous a informées de la décision vendredi. On a fait le courrier, une pétition, distribué des flyers, préparé des banderoles, préparé une chanson pour la mobilisation... »

« Il y a du mépris pour nos zones rurales »

Depuis la dernière rentrée scolaire, l'ensemble des classes du RPI se trouve à Urbès. Avant, les écoles de Storckensohn et Mollau étaient également utilisées. Annick Lutembacher, conseillère départementale, souligne « un travail énorme en amont avec le groupement des moyens. Il y a du mépris pour nos zones rurales. C'est une spirale qui tire les communes vers le bas. Nos enfants ont le droit d'avoir le même service que les citadins ». Si les écoles ont moins de moyens, l'attractivité des communes baisse également, et les parents auront moins tendance à rejoindre ces zones rurales. Soit le cercle vicieux qu'évoque l'élue. « Nous n'avons pas engagé de sommes folles, mais il y a eu énormément d'énergie dépensée, explique le maire d'Urbès, Stéphane Kuntz. Nous avons voulu donner une cohérence, éviter un isolement des instituteurs. Il y a eu un effort d'organisation et des démarches, et derrière, les chiffres nous balaient tout ça... On marche à l'envers, on tue le monde rural. »



Les maires des trois communes du regroupement pédagogique ont pris part à la mobilisation, ce mardi 1er février. Photo L'Alsace /A.R

Actuellement, la structure scolaire basée à Urbès compte 13 élèves dans les différentes sections maternelles, gérés par Roseline Zussy, 14 en CP-CE1 avec Céline Behra, et 13 en CE2-CM1-CM2 avec Lætitia Guihal. Cette dernière, aussi directrice du RPI, a dû signaler à l'inspection académique l'impossibilité de faire rentrer ses élèves en classes aux alentours de 9 h ce mardi matin. Les petits ont eu une longue récréation pour démarrer la journée, ce qui n'avait pas l'air de les déranger. Un inspecteur devait se rendre sur les lieux avant la fin de la matinée, afin d'échanger avec les élus notamment. À la rentrée 2022, le RPI ne devrait plus donc compter que deux enseignantes. L'une gérerait la maternelle et le CP avec 15 élèves, l'autre du CE1 au CM2, soit une trentaine d'enfants. Sauf si... « On va continuer, même si ça s'annonce compliqué », affirme Stéphane Kuntz. Affaire à suivre.